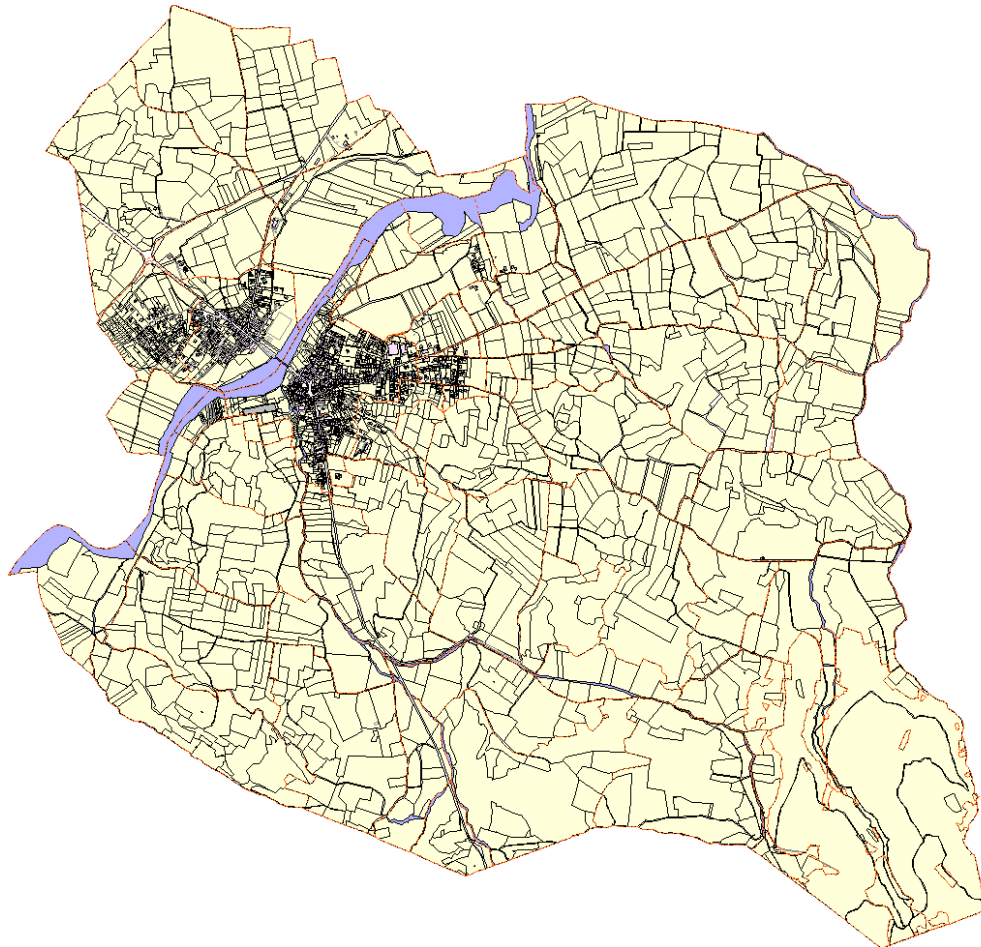




3^{ème} MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME



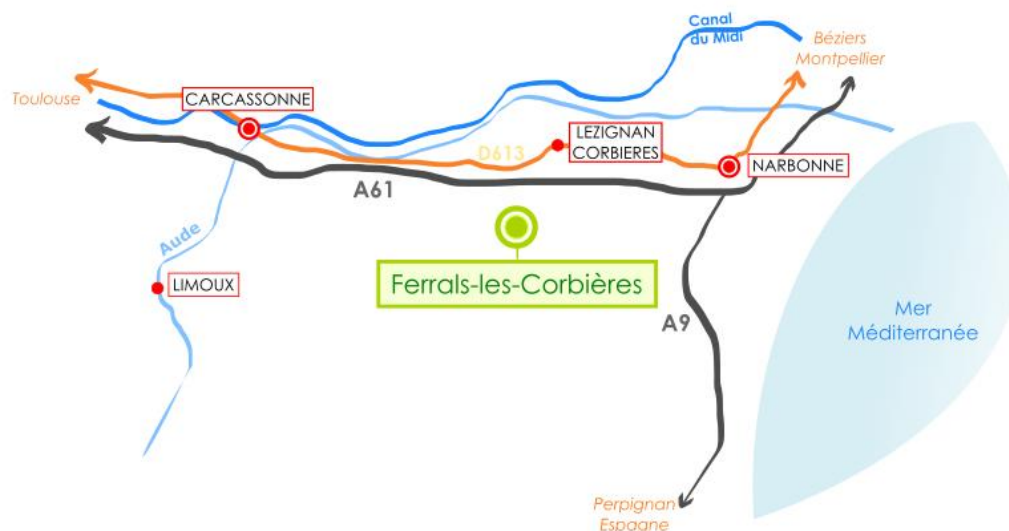
NOTICE EXPLICATIVE

SOMMAIRE

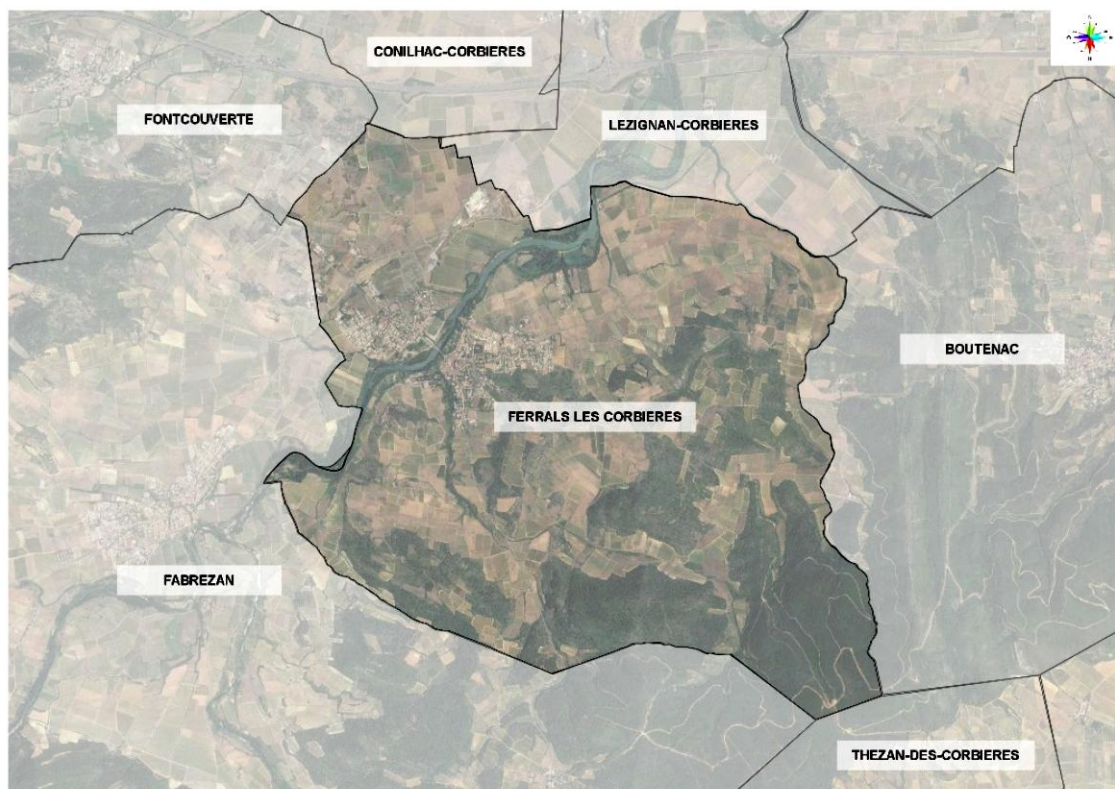
PREAMBULE	3
PARTIE I. ADAPTATION DE LA ZONE UA DU PLU (EXPOSE DES MOTIFS)	6
I. LA LOCALISATION DU SECTEUR D'ETUDES	6
II. LES JUSTIFICATIONS	10
III. LES PIECES DU PLU A MODIFIER	11
III.1. LE PLAN DE ZONAGE	12
III.2. LE REGLEMENT DU PLU	12
III.3. DOCUMENT GRAPHIQUE DES ORIENTATIONS PARTICULIERES D'AMENAGEMENT.....	15
PARTIE II. LES EFFETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT (AUTO-EVALUATION)	16
I.1. LE CADRE REGLEMENTAIRE DES ESPACES A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	16
I.2. ANALYSE DES ESPACES A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	17
I.3. CONCLUSION.....	23

PREAMBULE

■ Localisation géographique de la commune de Ferrals-les-Corbières

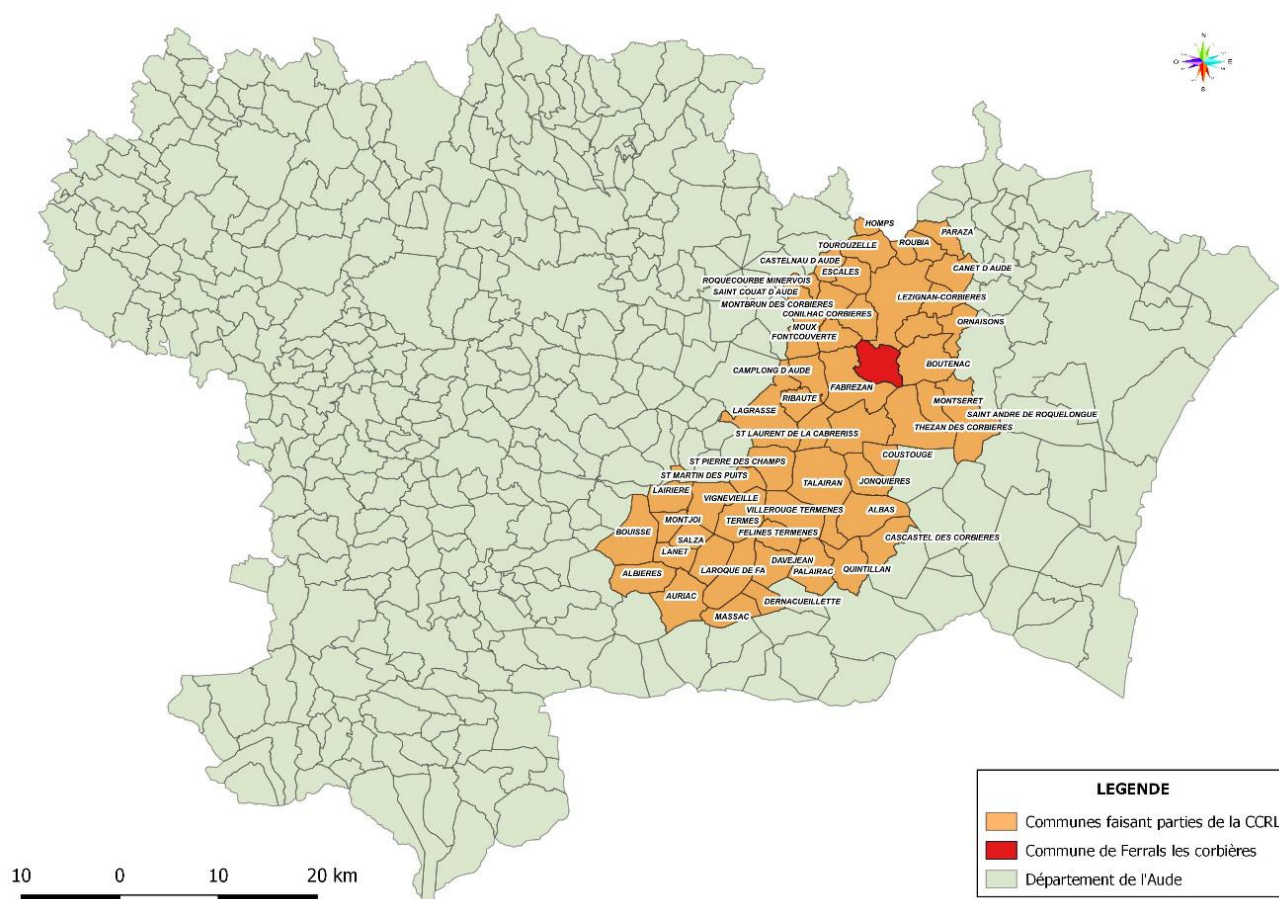


Cartographie de localisation de la commune



La commune de Ferrals-les-Corbières se situe à près de 7 km de la ville de Lézignan, 38 km de la Carcassonne et 31 km de Narbonne.

■ Situation administrative de la commune



La commune de Ferrals-les-Corbières fait partie de la Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois actuellement composée de 54 communes. L'intercommunalité s'est dotée d'un SCOT de la Région Lézignanaise approuvé en date du 11 juillet 2012. Le document de planification intercommunal est en cours de révision générale depuis le 11 juillet 2018.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT prévoit « *de construire une nouvelle urbanité dans les centres bourgs et villages et de veiller à une adaptation des espaces déjà urbanisés* » avec l'objectif de rationaliser le bâti existant non occupé : reconquête des bâtiments vacants et/ou démolition de certaines poches.

■ Historique du document d'urbanisme

L'actuel projet de modification simplifiée du PLU de la Commune s'inscrit dans le cadre de l'évolution du document d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 avril 2005.

Depuis son approbation, le Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet :

- D'une modification soumise à enquête publique approuvée le 12/11/2012 (modification droit commune n°1) ;
- D'une modification simplifiée approuvée le 29/08/2017 (modification simplifiée n°1) ;
- D'un bilan réalisé en application de l'article L.153-27 du code de l'urbanisme sur lequel le conseil municipal s'est prononcé par délibération en date du 14 octobre 2019 ;
- D'une modification simplifiée approuvée le 08/10/2020 (modification simplifiée n°2) ;

Aujourd'hui, la volonté communale est de procéder à une nouvelle adaptation de son document d'urbanisme afin de procéder à la rectification d'une matérielle et de mettre en cohérence les règles d'urbanisation de la zone AUm de l'avenue des Vignerons.

La présente modification simplifiée du PLU a été prescrite par arrêté municipal en date du 6 octobre 2023 conformément à la procédure prévue par l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme.

■ Présentation des objectifs de la 3^{ème} modification simplifiée du PLU

Le projet de modification simplifiée portera des adaptations ou modifications mineures du Plan Local d'Urbanisme :

- **rectification du zonage Upa, rue des Amandiers**, lequel n'a pas intégré la totalité de la parcelle B 1567, déjà bâtie lors de l'élaboration du Plan local d'Urbanisme.
- **Intégration de la parcelle A 2599 en zone Upa** : actuellement, classée en zone AUpe et Upa, ce terrain dispose d'un accès direct à la rue du 14 juillet 1789, accès par ailleurs classé en zone Upa. Le reste du terrain a été classé en zone AUpe dans le PLU sans tenir compte de cet accès alors qu'il ne bénéficiera pas de ce fait de l'aménagement et de la création des voies prévues dans la zone AUpe.
- **Mise en cohérence de règles d'urbanisation de la zone AUm de l'avenue des Vignerons**. La première modification de droit commun du PLU a supprimé l'emplacement réservé n°5, prévu à l'origine pour permettre de relier la zone AUm existante à la rue de la Pierre Droite. L'élargissement de cette dernière aurait en effet nécessité des travaux disproportionnés par rapport aux enjeux pour créer cette liaison. Cependant, la liaison véhicule est restée mentionnée dans les Orientations d'Aménagement Particulières, sur le plan présentant le schéma d'organisation du quartier des Caïres et de Galipalmos alors qu'elle aurait dû être supprimée en même temps que l'emplacement réservé.

■ Cadre juridique

Conformément à l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, la procédure de modification de droit commun peut être utilisée dès lors qu'il ne s'agit pas de :

- 1° De changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° De réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° De réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Au titre de l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification de droit commun peut revêtir une forme simplifiée « *Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41 (modification de droit commun) et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle* ».

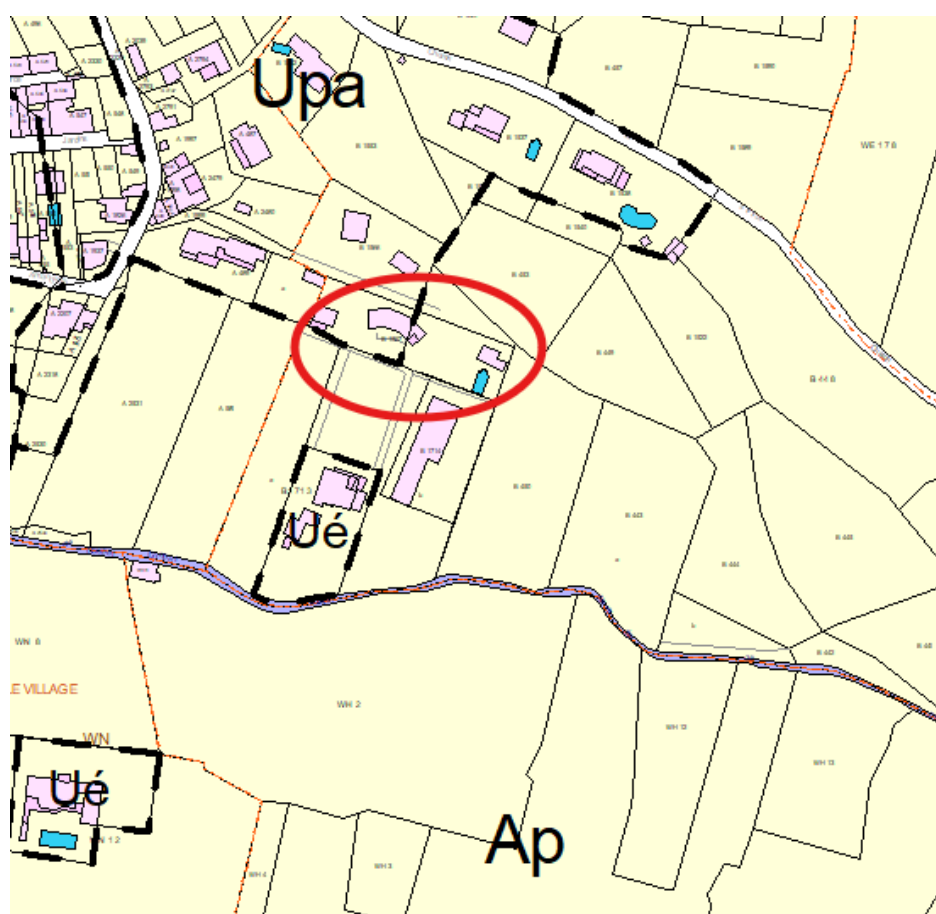
En outre, l'article L.153-47 précise que « Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ».

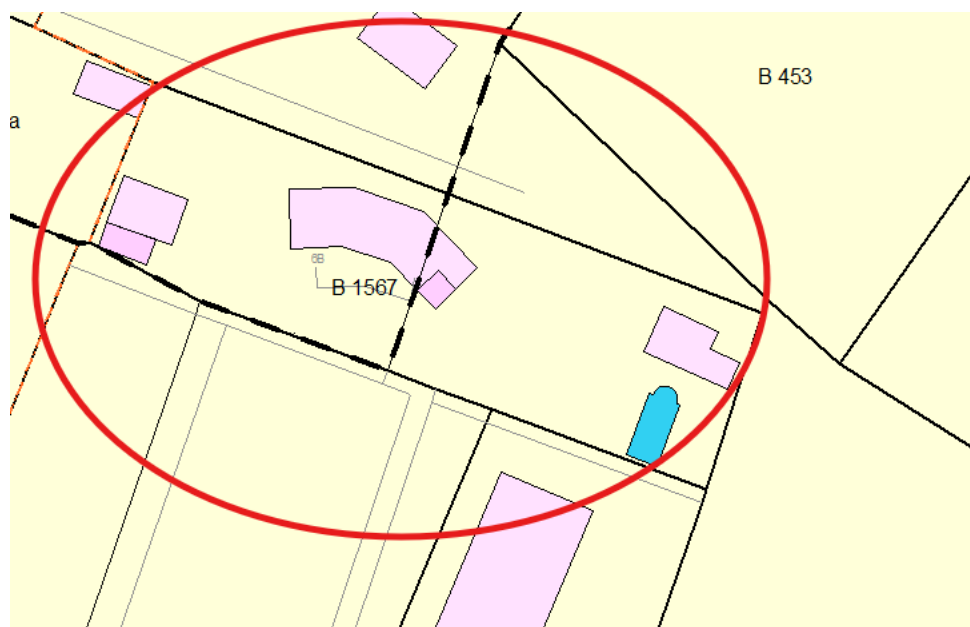
⇒ Les adaptations projetées n'auront pas pour objet d'augmenter les droits à construire de plus de 20 %. A ce titre, la présente adaptation du PLU relève de la procédure de modification simplifiée telle qu'elle est prévue par le Code de l'Urbanisme dans son article L.153-45.

PARTIE I. EXPOSE DES MOTIFS

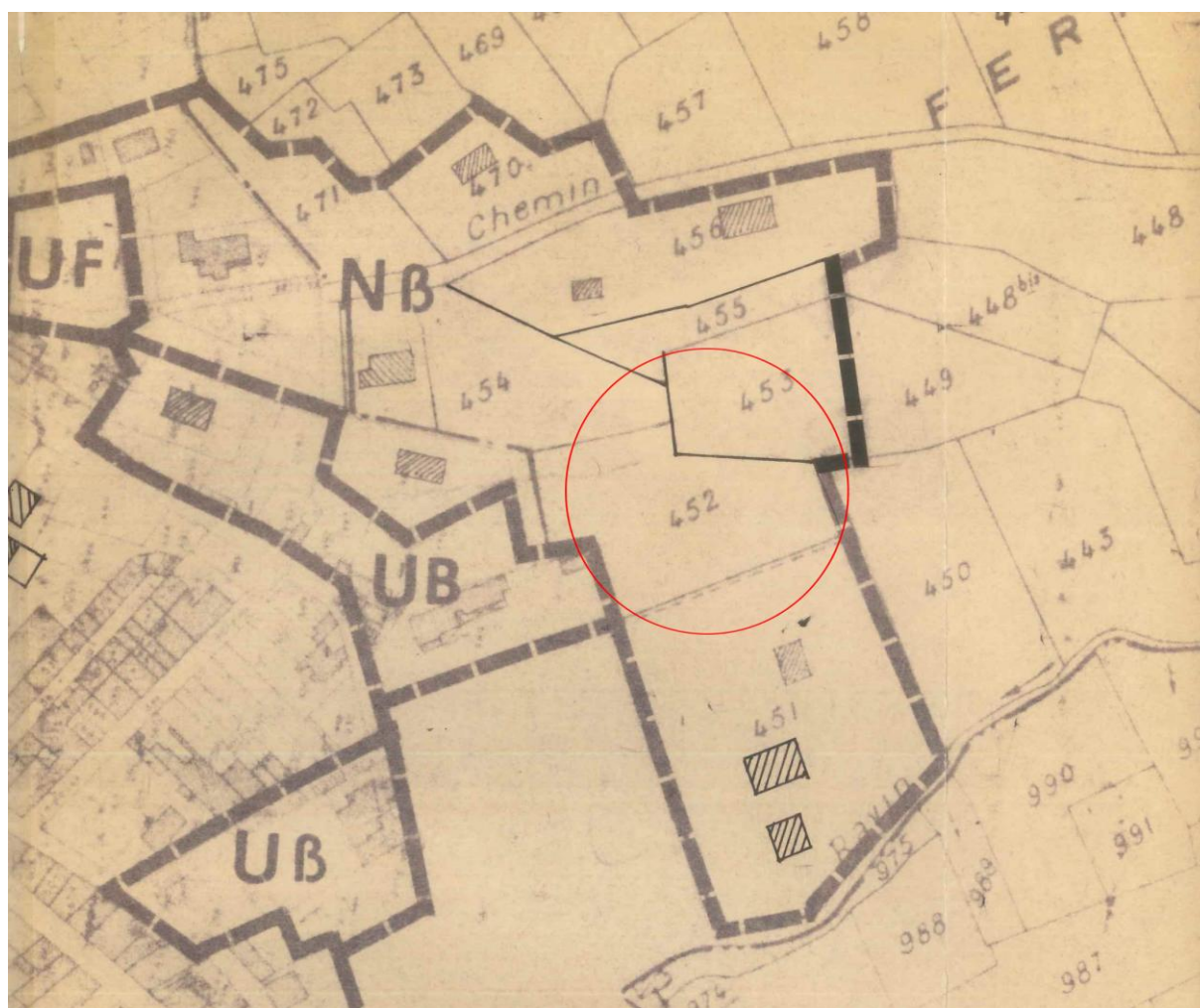
I. LA LOCALISATION DES SECTEURS D'ETUDES

I.1 - Rectification du zonage Upa, rue des Amandiers





Antérieurement à l'approbation du PLU, la parcelle cadastrée B 452 (dont la parcelle B 1567 a été détachée, était classée en zone constructible (zone NB du Plan d'Occupation des Sols). Une maison d'habitation était ainsi construite sur cette parcelle avant l'élaboration du PLU (permis de construire n°01114001PC0002 délivré le 16/03/2001 ; date d'achèvement des travaux au 17/02/2002). Une erreur manifeste a en conséquence été commise sur le tracé de la zone Upa, lequel aurait dû inclure la parcelle dans son intégralité. Il est donc proposé de corriger cette erreur en étendant le zonage Upa à l'ensemble de la parcelle B 1567). Superficie concernée 920 m² (0,09 ha).

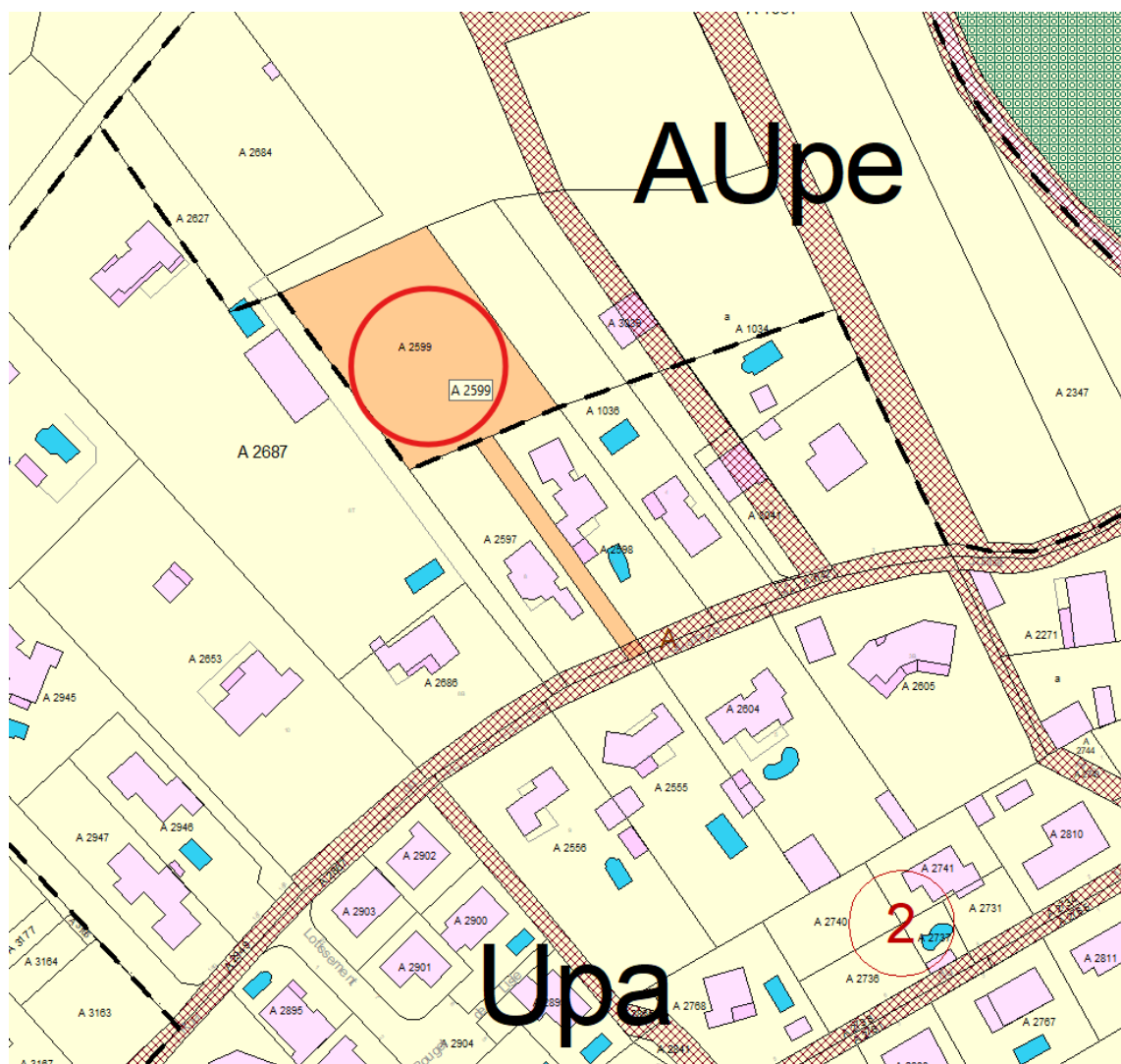


Extrait du plan de zonage du Plan d'Occupation des Sols en vigueur avant l'approbation du PLU.

I.2 - Intégration de la parcelle A 2599 en zone Upa (rue du 14 juillet 1789)

Actuellement, classé en zone AUpe et Upa, ce terrain dispose d'un accès direct à la rue du 14 juillet 1789, accès par ailleurs classé en zone Upa. Le reste du terrain a été classé en zone AUpe dans le PLU sans tenir compte de cet accès alors qu'il ne bénéficiera pas de ce fait des éventuels aménagements et créations de voies prévues dans la zone AUpe. Il est donc proposé de classer la totalité de la parcelle en zone Upa.

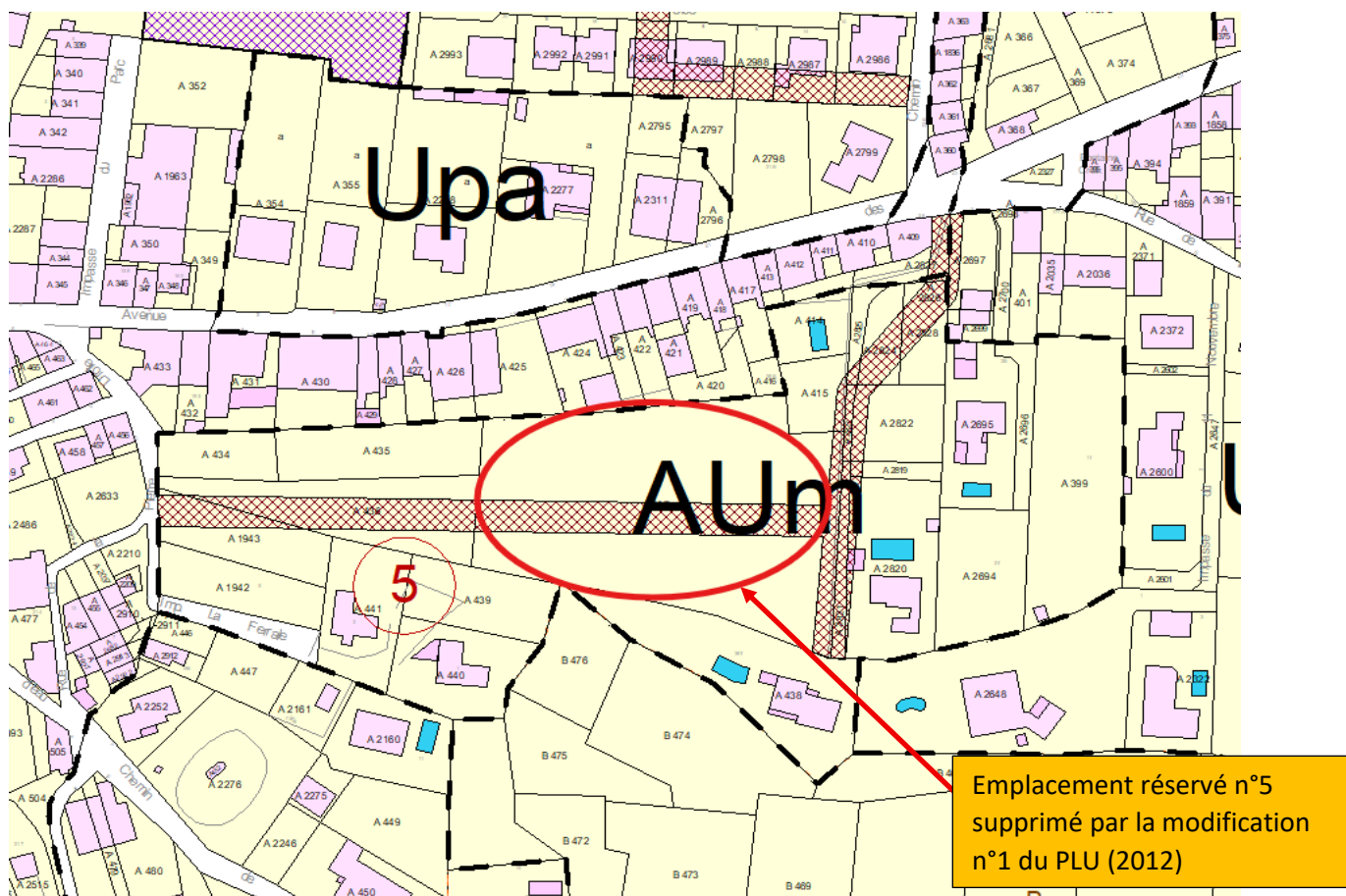
La superficie concernée est de 2005 m² (0,2 ha).



I.2 - Mise en cohérence de règles d'urbanisation de la zone AUm de l'avenue des Vignerons

La première modification (de droit commun) du PLU a supprimé l'emplacement réservé n°5, prévu à l'origine pour permettre de relier la zone AUm existante à la rue de la Pierre Droite. L'étroitesse de cette dernière aurait en effet nécessité des travaux disproportionnés par rapport aux enjeux pour créer cette liaison. Cependant, la liaison véhicule est restée mentionnée dans les Orientations d'Aménagement Particulières (OAP), sur le plan présentant le schéma d'organisation du quartier des Caïres et de Galipalmos.

Compte tenu de la suppression effective de cet emplacement réservé, il est aujourd'hui nécessaire d'assurer la cohérence du document d'urbanisme de la commune en supprimant la liaison figurant sur l'un des documents graphiques des OAP.



Il faut par ailleurs relever que seul ce document graphique (voir ci-dessous) évoque cette liaison véhicule dans la partie concernant les secteurs de Galipalmos (zone hangars agricoles), des Caires (cave coopérative) et du Croux de Boutenac.

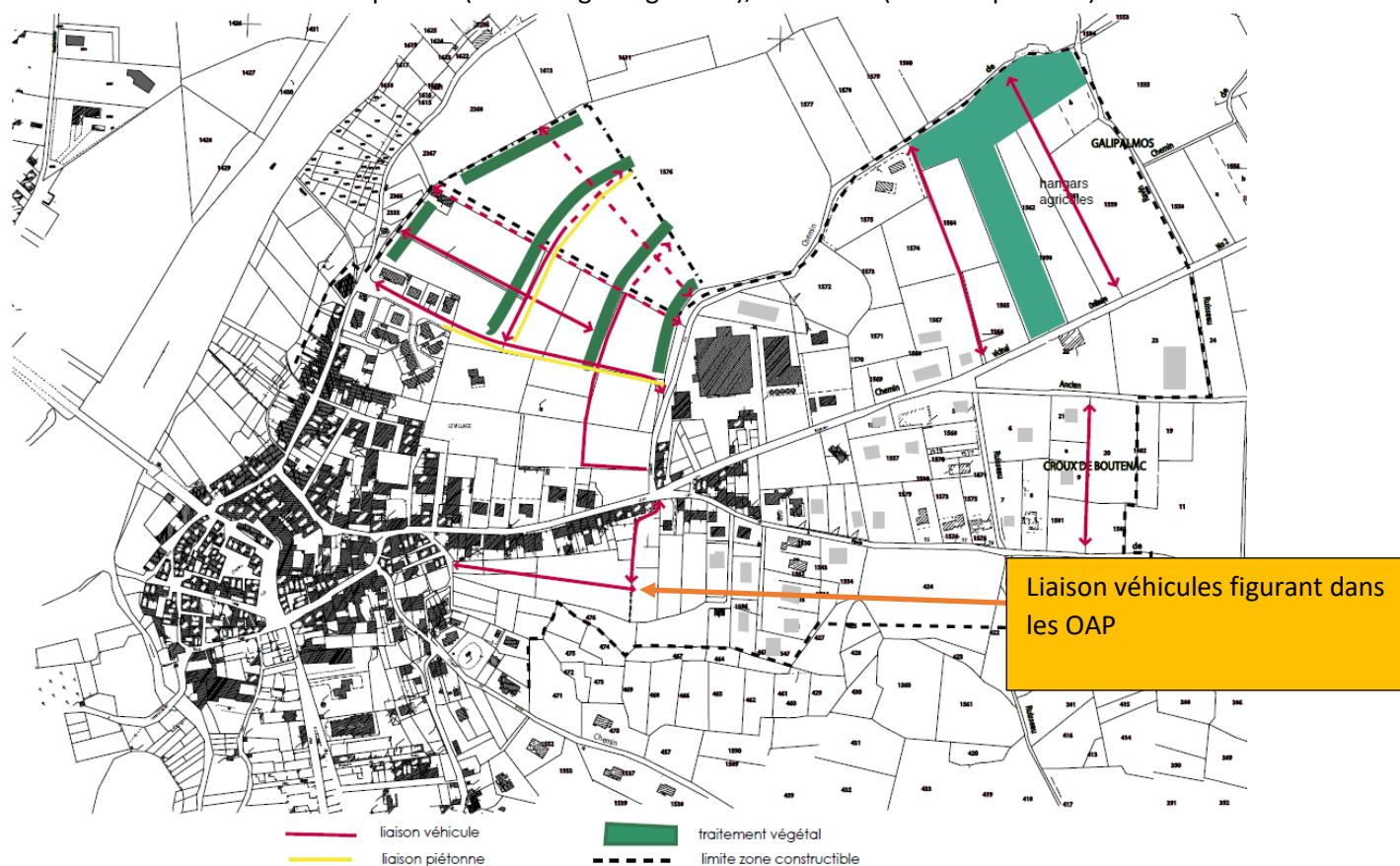


Schéma d'organisation

Le schéma, ci-contre, présente l'urbanisation de plusieurs quartiers :

- la cave coopérative

L'urbanisation peut se réaliser en deux phases :

- à court terme, les parcelles situées immédiatement derrière le front bâti donnant sur la route.
- à long terme, la zone dessinée en pointillés sur le schéma ci-contre.

- la Croix de Boutenac

L'objectif est de terminer l'urbanisation, en créant une voie qui dessert deux bandes de parcelles orientées Nord/Sud à l'extrême Est du village et en proposant la possibilité d'implanter des habitations le long de la route afin de créer un front bâti.

- Galipalmos

La volonté des élus est de proposer une mixité d'activités à cet endroit en intégrant une zone tampon entre le quartier d'habitations de la cave coopérative et un secteur de hangars agricoles :

- de l'habitat
- un espace public planté
- des hangars agricoles

Extrait des Orientations Particulières du PLU (p.16)

Les trois modifications projetées sont nécessaires pour rectifier :

- des erreurs matérielles (points 1 et 2)
- assurer la cohérence des différentes pièces du document d'urbanisme de la commune (point 3).

II. LES JUSTIFICATIONS

■ Au regard du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU

Les différents points de la modification simplifiée n°3 du PLU n'ont pas d'incidences sur l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU.

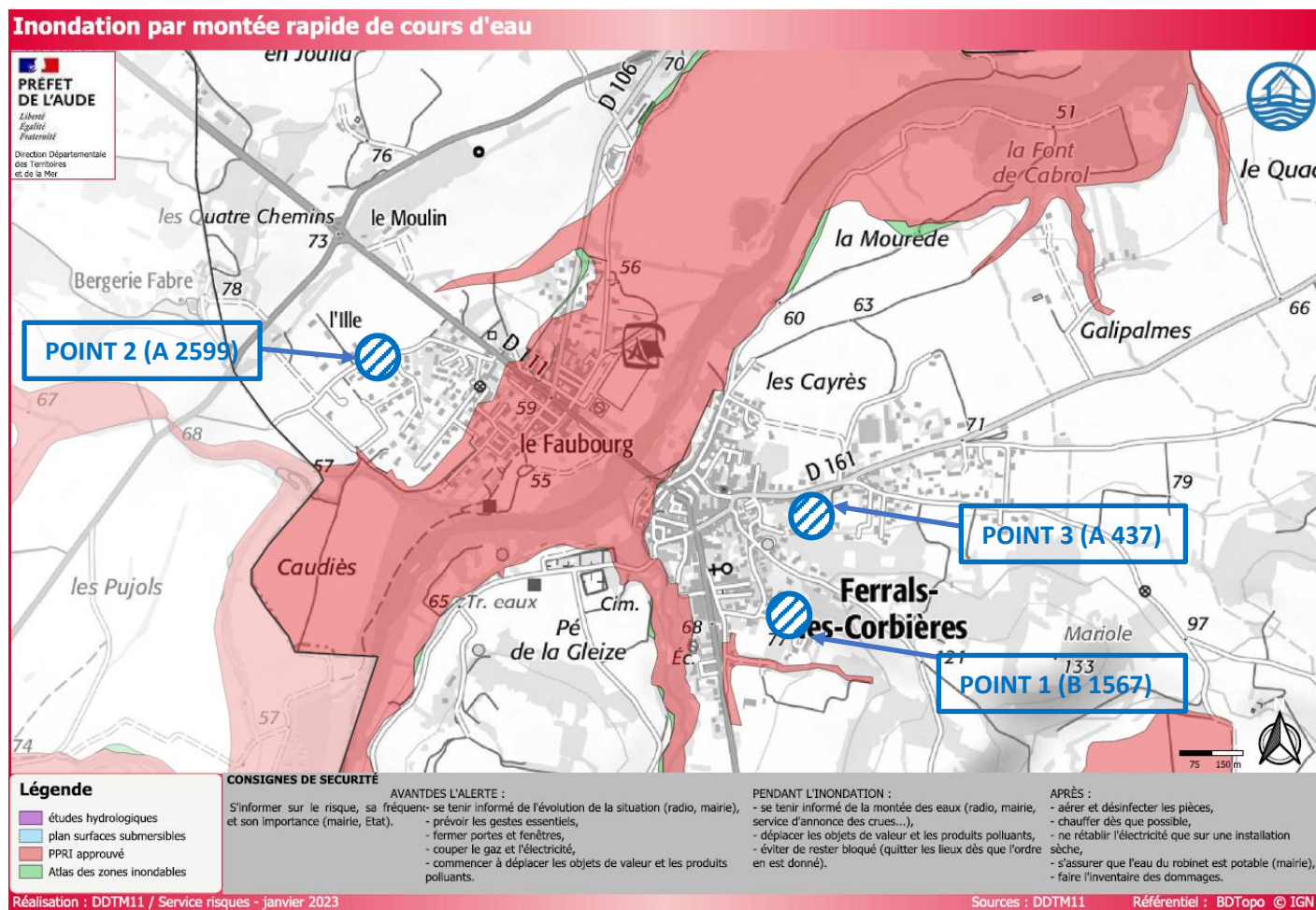
Comme indiqué précédemment en ce qui concerne le point n°1 (parcelle B 1567, rue des Amandiers), la limite de la zone urbanisée a été définie par erreur de manière à partager cette parcelle en 2, au milieu de la construction alors existante mais n'apparaissant pas sur le plan cadastral.

Les points n°2 (zone AUpe/Upa de la rue du 14 juillet 1789) et n°3 (zone Aum secteur avenue des Vignerons) concernent des secteurs identifiés dans le PADD comme étant à urbaniser à court terme.

Les adaptations du PLU projetées dans le cadre de la présente modification simplifiée ne sont pas de nature à remettre en cause et porter atteinte aux orientations générales du PADD.

Au regard du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)

La commune de Ferrals-les-Corbières est soumise au PPRI de l'Orbieu approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2004.



zonage du PPRI de la commune

Au regard de l'extrait du zonage du PPRI, les secteurs d'études ne sont pas impactés par le risque inondation.

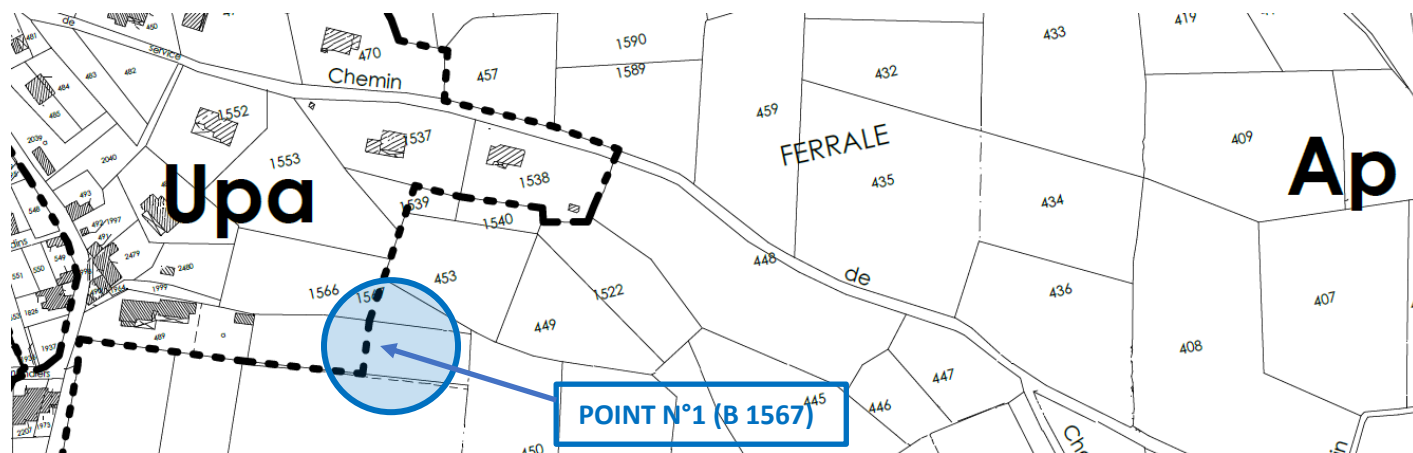
III. LES PIECES DU PLU A MODIFIER

La présente modification simplifiée du PLU suppose de modifier :

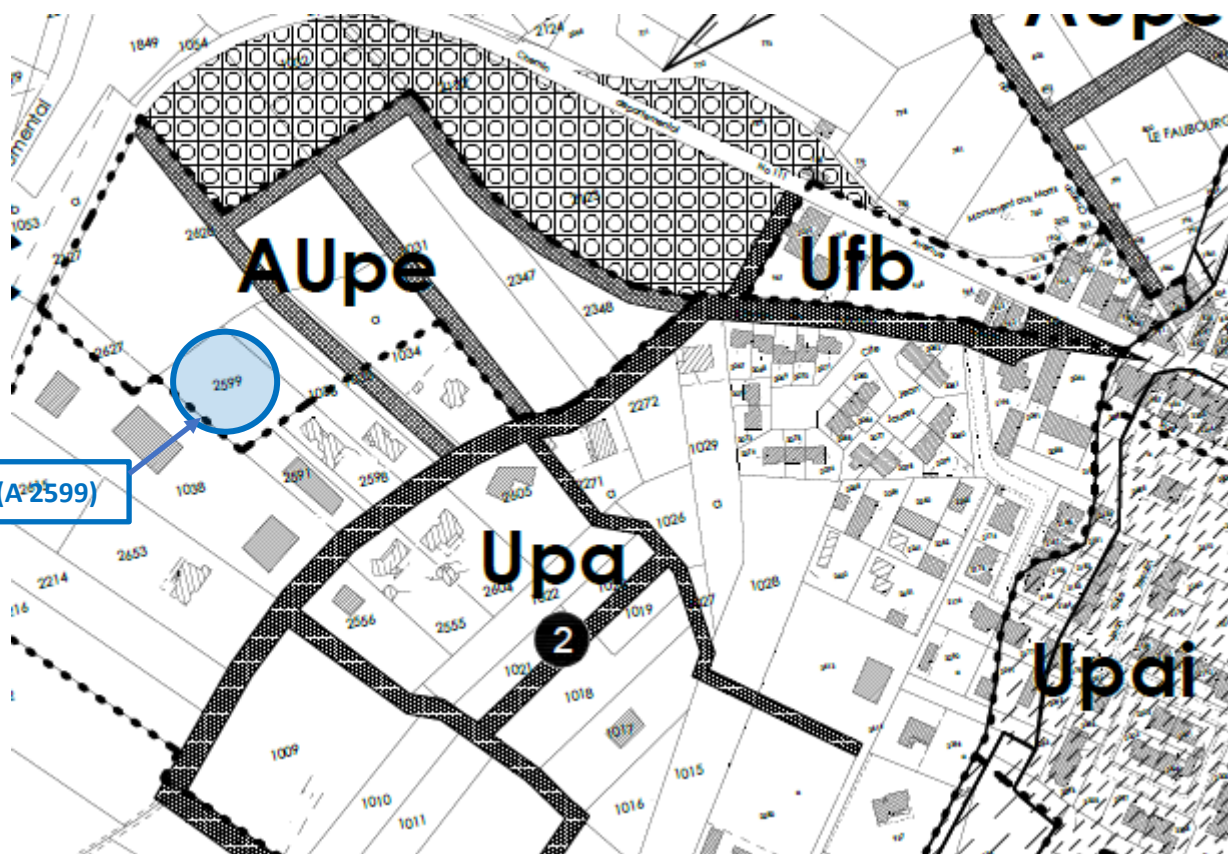
- le plan de zonage du PLU
- le document graphique figurant en page 17 des Orientations Particulières d'Aménagement

III.1. LE PLAN DE ZONAGE

■ Le Plan de zonage du PLU AVANT Modification du PLU



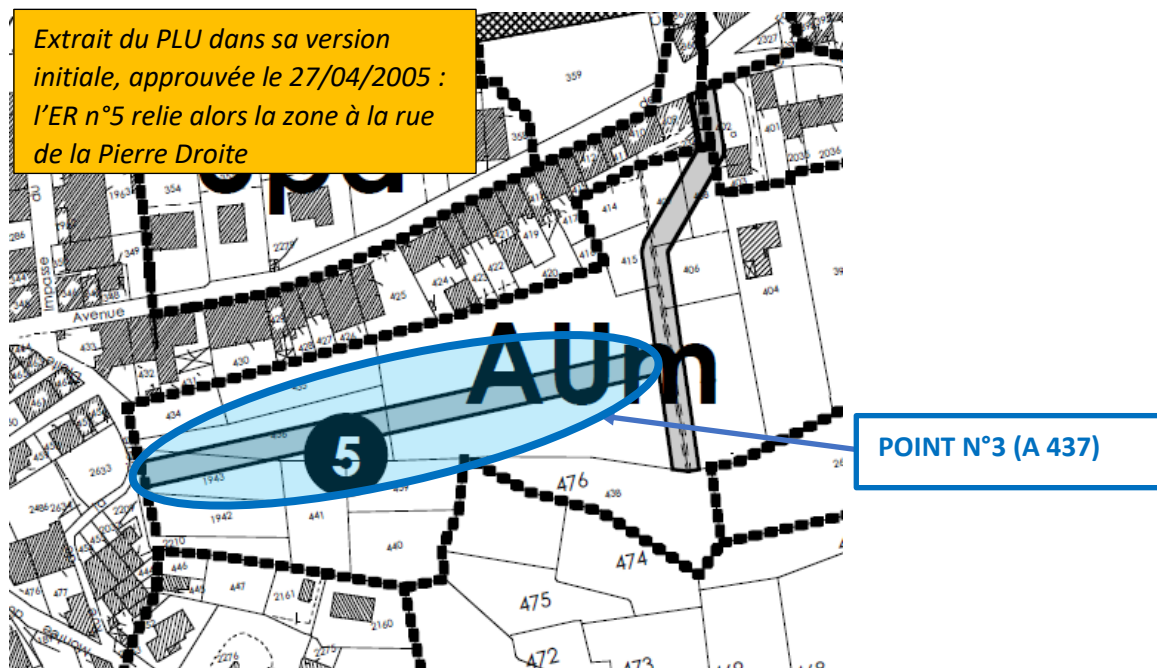
Avant modification du zonage du PLU, la parcelle B 1567, déjà bâtie avant la mise en œuvre du PLU, est partagée en deux entre les zones Upa et Ap. Superficie concernée : 0,09 hectares.



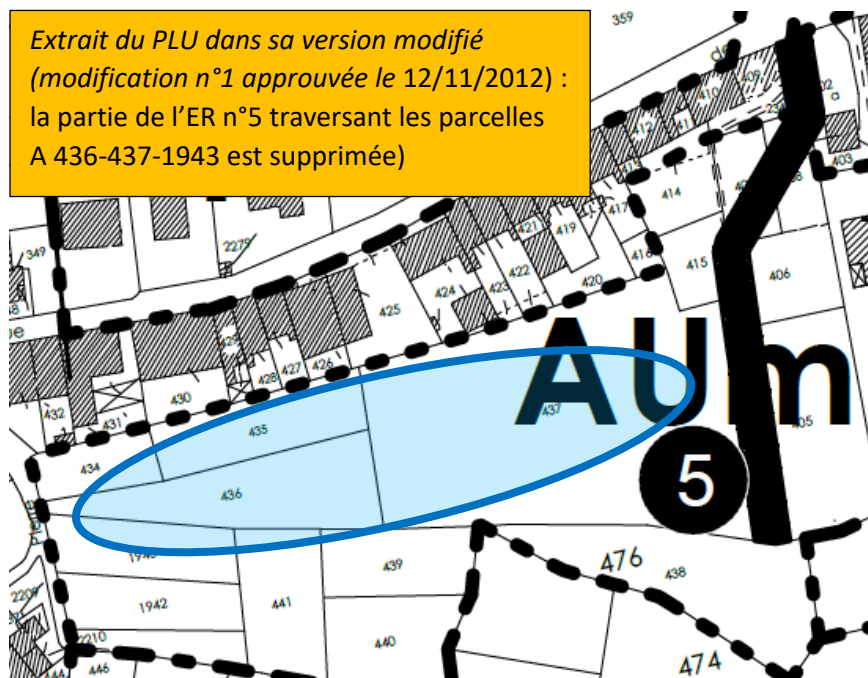
Extrait du plan de zonage avant modification simplifiée du PLU

Avant modification du zonage du PLU, la parcelle objet de la présente modification se situait en zone AUpe (à urbaniser soumise à plan d'ensemble) du PLU avec une superficie concernée de 0.2 hectares.

Extrait du PLU dans sa version initiale, approuvée le 27/04/2005 : l'ER n°5 relie alors la zone à la rue de la Pierre Droite

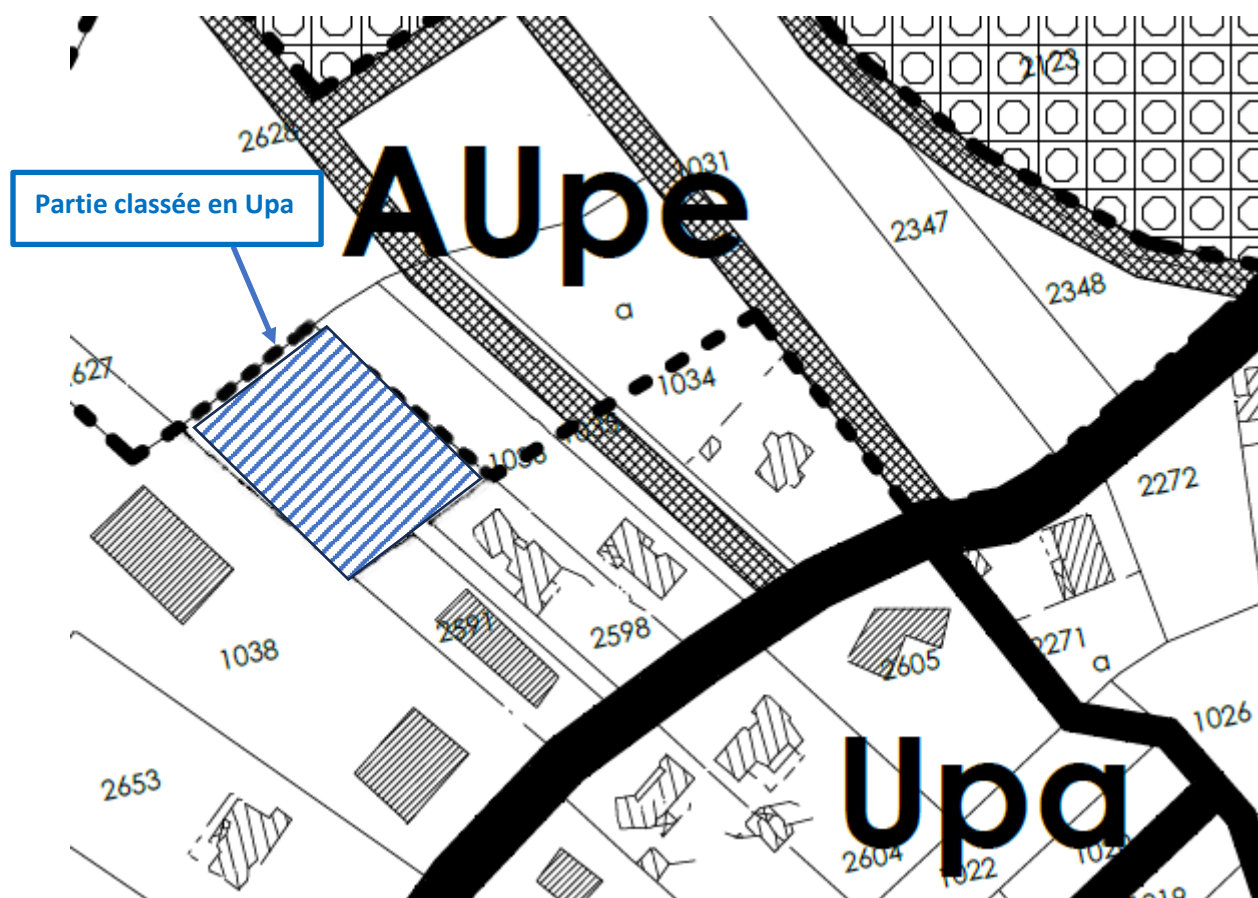
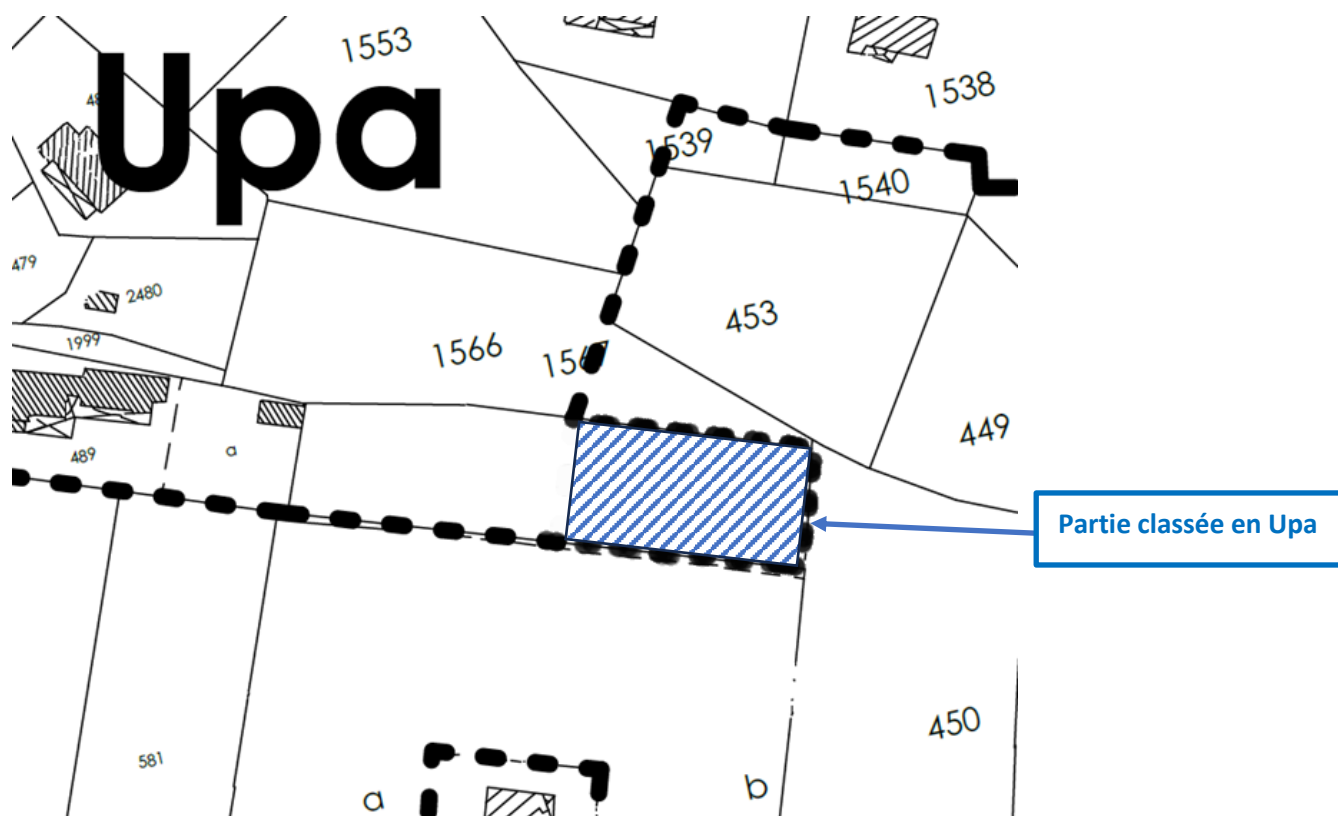


Extrait du PLU dans sa version modifiée (modification n°1 approuvée le 12/11/2012) : la partie de l'ER n°5 traversant les parcelles A 436-437-1943 est supprimée



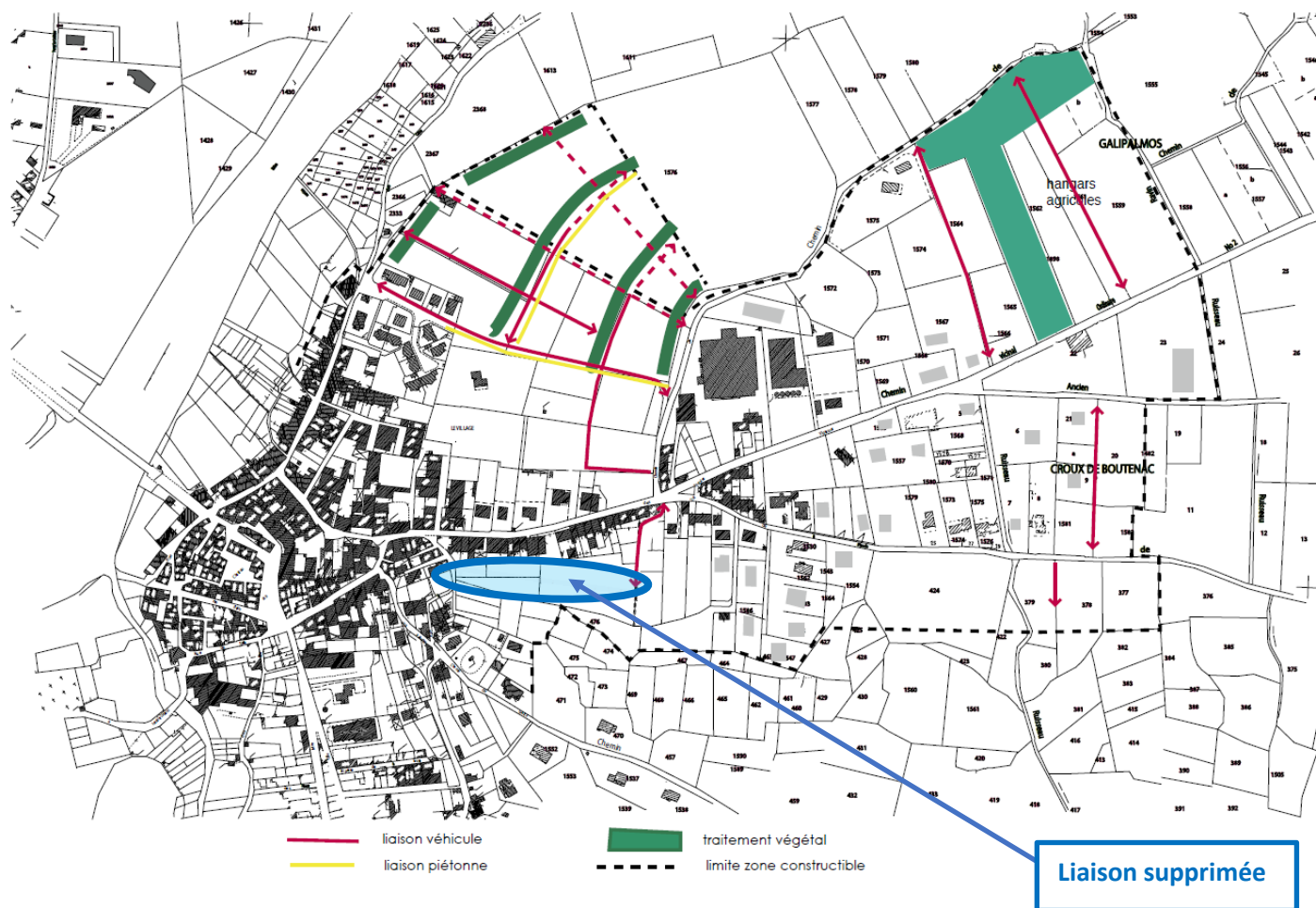
La modification simplifiée n°3 n'implique pas de changement de zonage. Seul le document graphique en page 17 des OAP doit être modifié.

■ Le Plan de zonage du PLU APRES Modification du PLU



III.2. Document graphique des Orientations Particulières d'Aménagement

Seul le document graphique figurant en page 17 des Orientations Particulières d'Aménagement doit être modifié comme suit :



Commune de Ferrals-les-Corbières (Aude) - Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
3. Orientations d'Aménagement Particulières
atelier 6 - 11.510 Tréliez

17

III.3. LE REGLEMENT DU PLU

Le règlement du PLU sera inchangé car non affecté par la modification.

PARTIE II. LES EFFETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT (AUTO-EVALUATION)

Au titre de l'article L.104-2 du Code de l'Urbanisme, « *font l'objet d'une évaluation environnementale les plans locaux d'urbanisme susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement compte tenu de la superficie du territoire auxquels ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés* ».

La question de l'évaluation environnementale dans le cadre des procédures d'adaptation des PLU était prévue par l'article R. 104-8 du Code de l'Urbanisme.

A noter que suite au recours de l'Association France Nature Environnement, le Conseil d'Etat dans une décision du 19 juillet 2017 a annulé les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001.

La présente modification simplifiée du PLU a pour seul objet poursuivre le renouvellement urbain engagé dans ce secteur lors de la modification simplifiée n°2. Le secteur est actuellement à vocation d'activités agricoles.

Ainsi au regard de la faible nature des adaptations projetées, de la localisation du secteur concerné par les modifications par rapport à la localisation des sites à enjeux environnementaux, il convient de démontrer dans la présente partie qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale dans la mesure où les changements apportés ne seront pas susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement.

La présente procédure fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas annexée au présent dossier de modification simplifiée du PLU.

I.1. LE CADRE REGLEMENTAIRE DES ESPACES A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

• Zonages bénéficiant d'une protection réglementaire

Certains espaces naturels bénéficient d'une protection réglementaire. Différents statuts réglementaires ont été déterminés et s'appliquent à l'échelle nationale (Parc National, Plan National d'Action, etc.), régionale, départementale voire même communale (Espace boisé, etc.).

Ces statuts réglementaires garantissent un niveau de protection très élevé sur l'espace qu'ils délimitent. Ainsi, à ce titre ces espaces ne sont pas retenus pour accueillir de nouveaux projets d'aménagement.

• Zonages faisant partie d'un inventaire d'espaces et d'espèces remarquables

Il s'agit principalement des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêts Écologique, Faunistique et Floristique), des ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des oiseaux) et des ENS (Espaces Naturels Sensibles). Les inventaires patrimoniaux constituent une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger mais ils n'ont pas, de valeur juridique directe et ne constituent pas des instruments de protection réglementaire des espaces naturels.

➤ ZNIEFF

Les ZNIEFF sont des secteurs terrestres, fluviaux et/ou marins particulièrement intéressants sur le plan écologique, en raison de l'équilibre ou de la richesse des écosystèmes, de la présence d'espèces végétales ou animales rares et menacées. Cet inventaire écologique est cartographié afin d'améliorer la prise en compte des espaces naturels avant tout projet et de permettre une meilleure détermination de l'incidence des aménagements sur ces milieux.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les zones de type I : il s'agit de secteurs d'une superficie généralement limitée et caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine. Il est à noter que ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;

- les zones de type II : il s'agit de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire, etc.) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il est nécessaire de respecter les grands équilibres écologiques.

Il convient de préciser que l'inventaire des ZNIEFF sert de base pour la désignation des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) au titre de la directive Habitats Faune Flore, ce qui ne signifie pas pour autant que toutes les ZNIEFF devront être systématiquement désignées en ZSC.

➤ ZICO

La directive européenne n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages préconise de prendre « toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen ». Dans ce cadre, la France a décidé d'établir un inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), à savoir les sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. L'inventaire des ZICO sert de base pour la désignation des Zones de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive Oiseaux, ce qui ne signifie pas pour autant que toutes les ZICO devront être systématiquement en ZPS.

➤ Inventaire des ENS

Les ENS sont au cœur des politiques environnementales des Conseils Départementaux. Les inventaires qui les concernent contribuent à renforcer la prise en compte de la faune et de la flore en répertoriant les espèces à enjeux qui complètent les inventaires ZNIEFF, en amenant le concept de responsabilité départementale. Ils participent ainsi à l'évaluation écologique locale des espèces.

• Zonages désignés ou en cours de désignation au titre des directives européennes

La directive « Habitats » du 22 mai 1992 et la directive « Oiseaux » du 2 avril 1979 déterminent la constitution d'un réseau écologique européen de sites Natura 2000. Trois zonages constituent ce réseau :

- les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) classées au titre de la directive « Habitats » sont des sites maritimes et terrestres qui comprennent des habitats naturels ou des habitats d'espèces de faune et de flore sauvages dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de l'Environnement et dont la rareté, la vulnérabilité ou la spécificité justifient la désignation de telles zones et par là même une attention particulière ;
- les Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) classés au titre de la directive « Habitats » sont une étape dans la procédure de classement en ZSC ;
- les Zones de Protection Spéciale (ZPS) classées au titre de la directive « Oiseaux » sont des sites maritimes et terrestres particulièrement appropriés à la survie et à la reproduction d'espèces d'oiseaux sauvages figurant sur une liste arrêtée par le ministère ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des espèces d'oiseaux migrateurs.

Ces zonages sont à terme bénéficiaires d'un document d'objectifs (DOCOB) qui se décompose en un état des lieux et un plan de gestion.

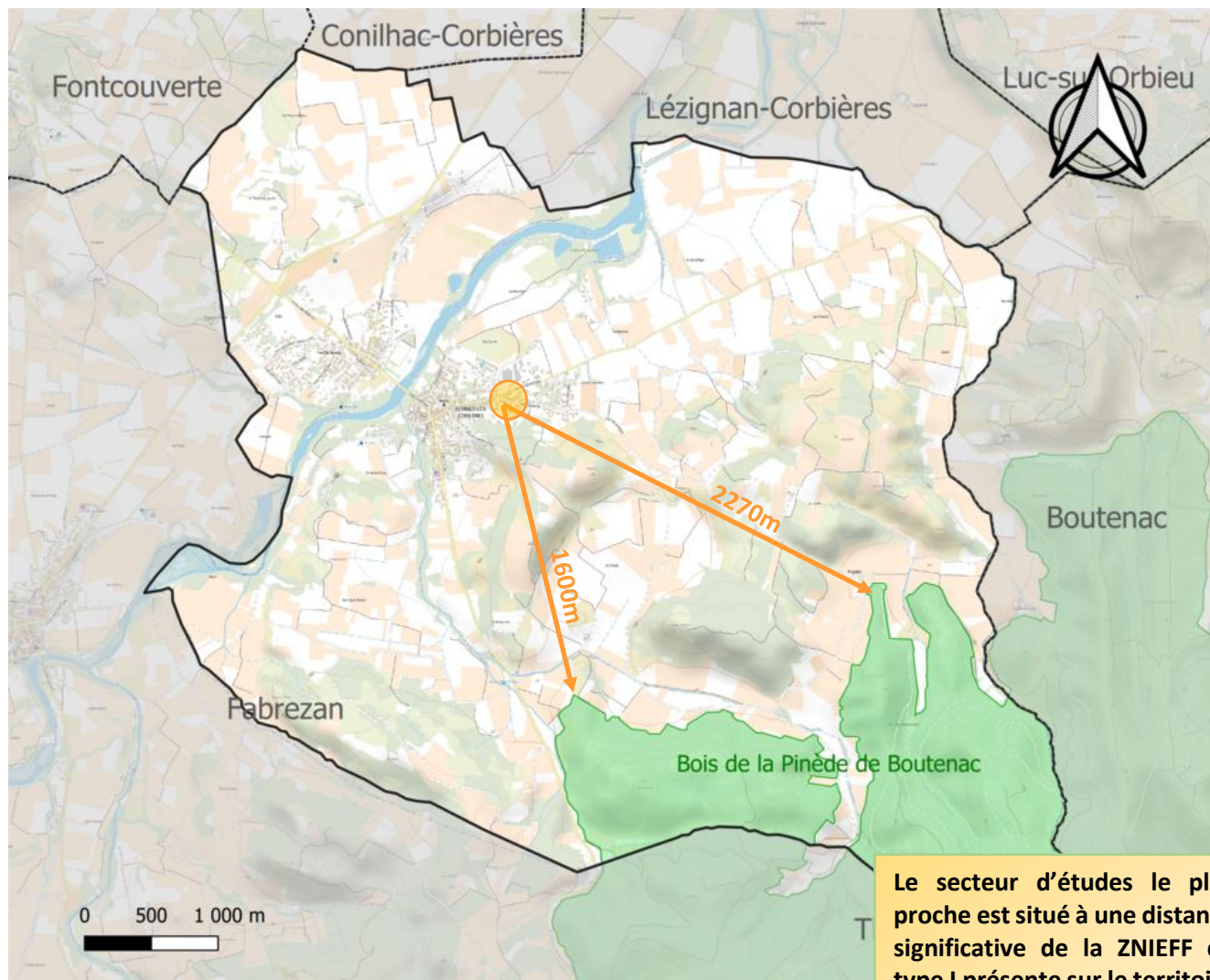
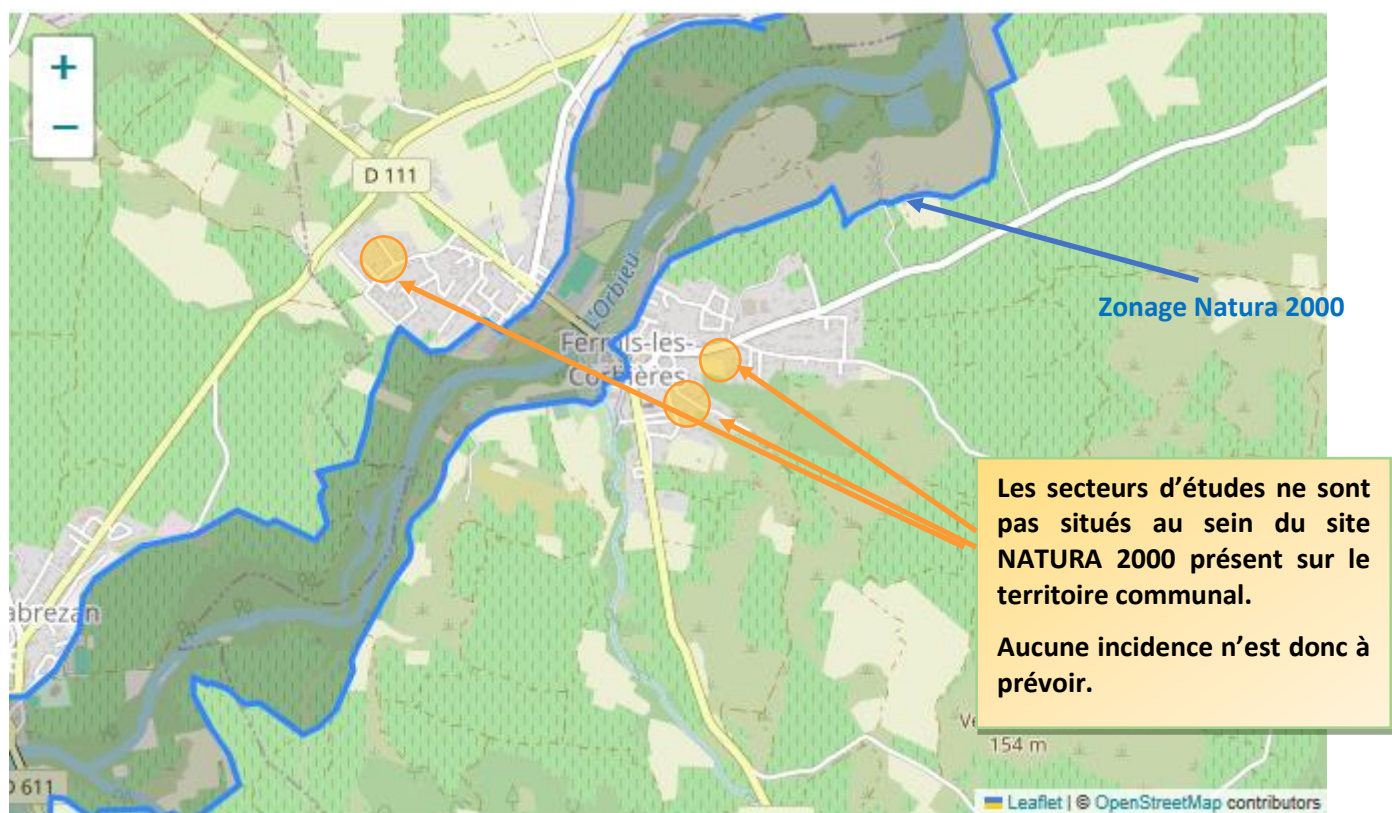
En plus de donner lieu à la désignation de sites de protection au titre Natura 2000, les directives annexent des listes d'espèces pour lesquelles une protection stricte est nécessaire, même hors des zonages existants. Au-delà de la protection de l'espèce, il s'agit également de la protection de leur habitat et de leurs différents milieux de vie indispensables à leur survie.

I.2. ANALYSE DES ESPACES A ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Au regard de la base de données Picto Occitanie, il apparaît que le territoire communal renferme plusieurs espaces à statut réglementaire :

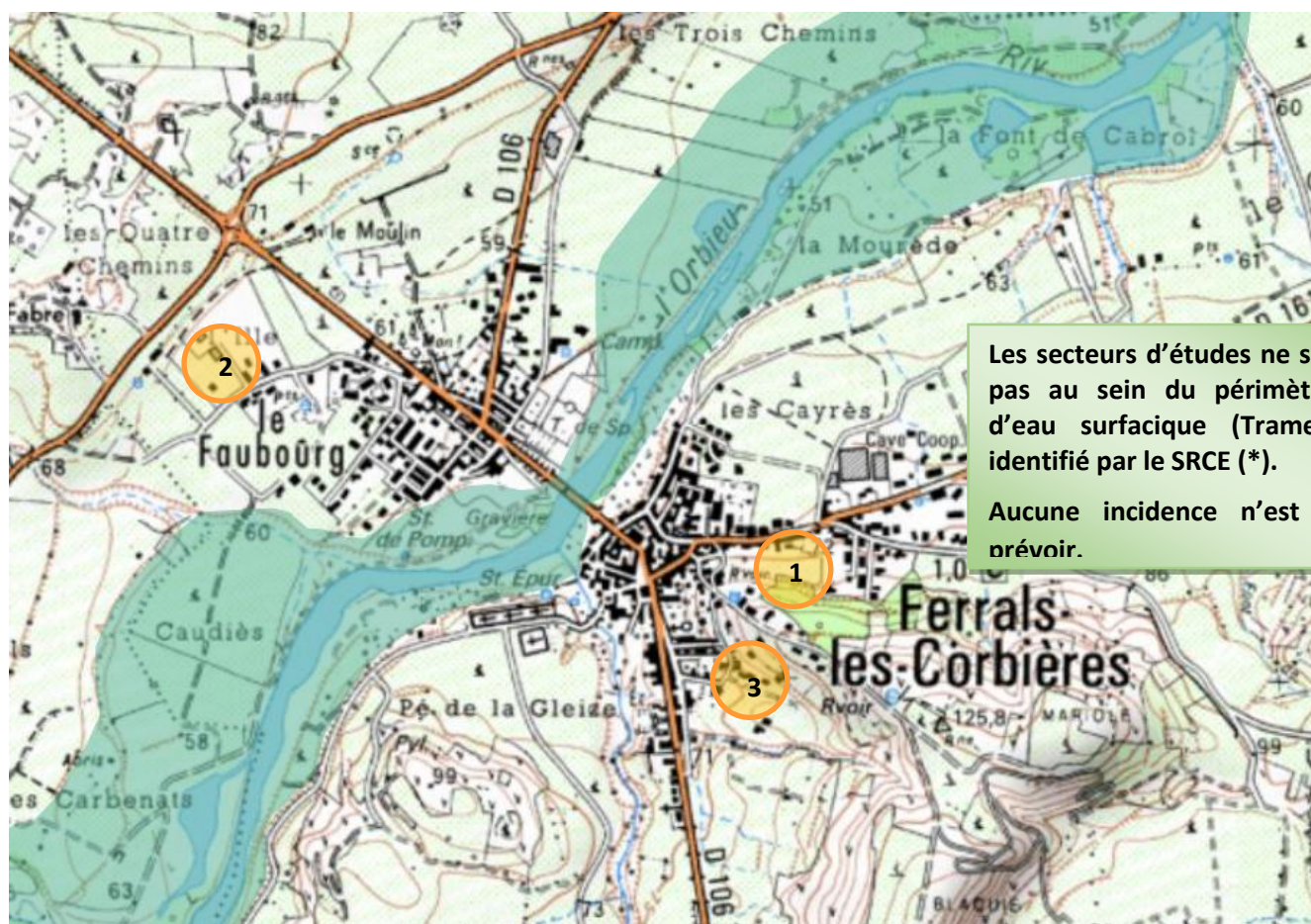
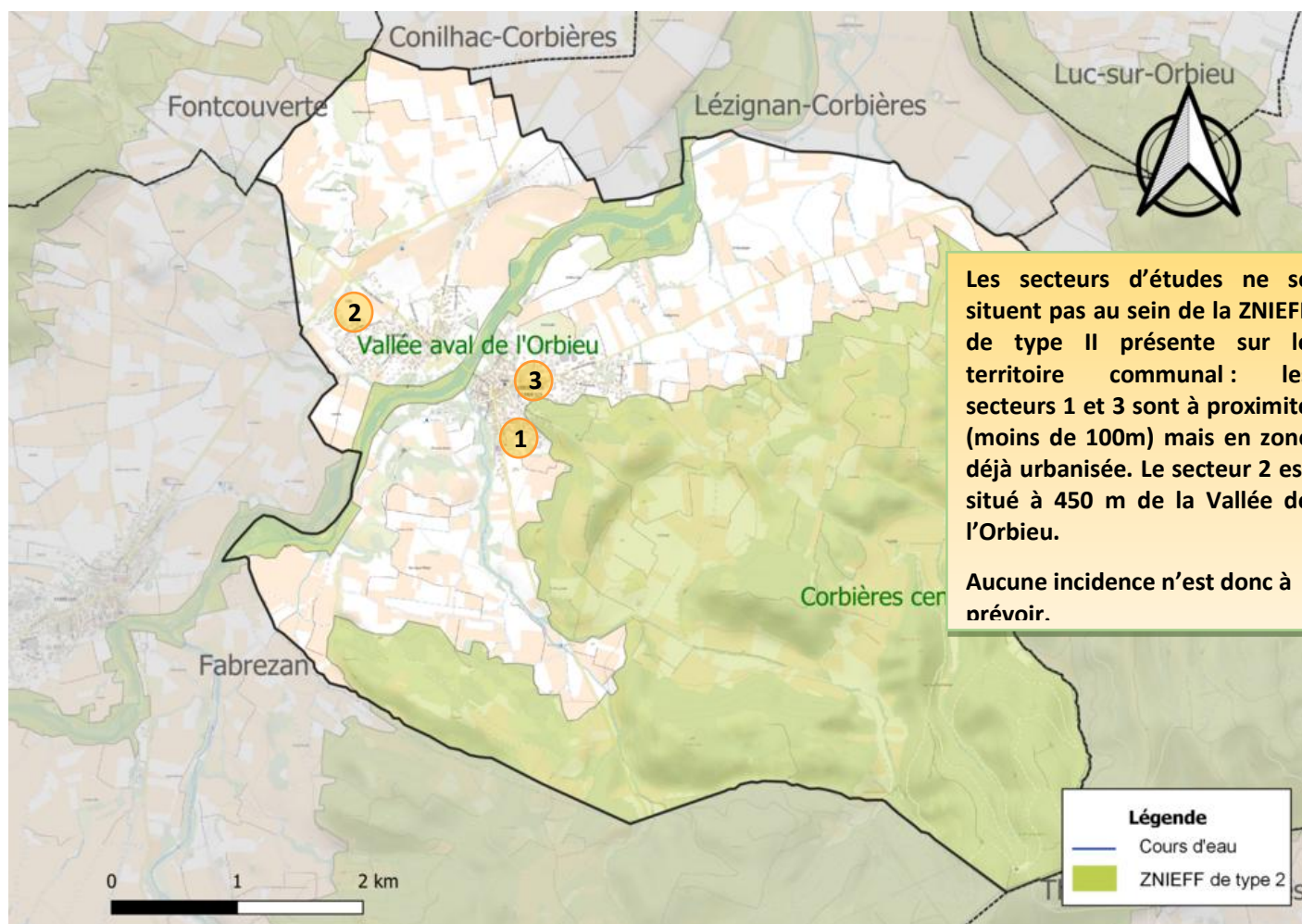
- ✓ Site Natura 2000 : « Haute Vallée de L'Orbieu »
- ✓ ZNIEFF type I : « Bois de la Pinède de Boutenac »
- ✓ ZNIEFF type II : « Corbières Centrales » et « Vallée Aval de L'Orbieu »

Ces espaces à enjeux ont été représentés sur les cartographies ci-après afin de pouvoir déterminer les atteintes éventuelles de la modification simplifiée du PLU sur ces derniers.

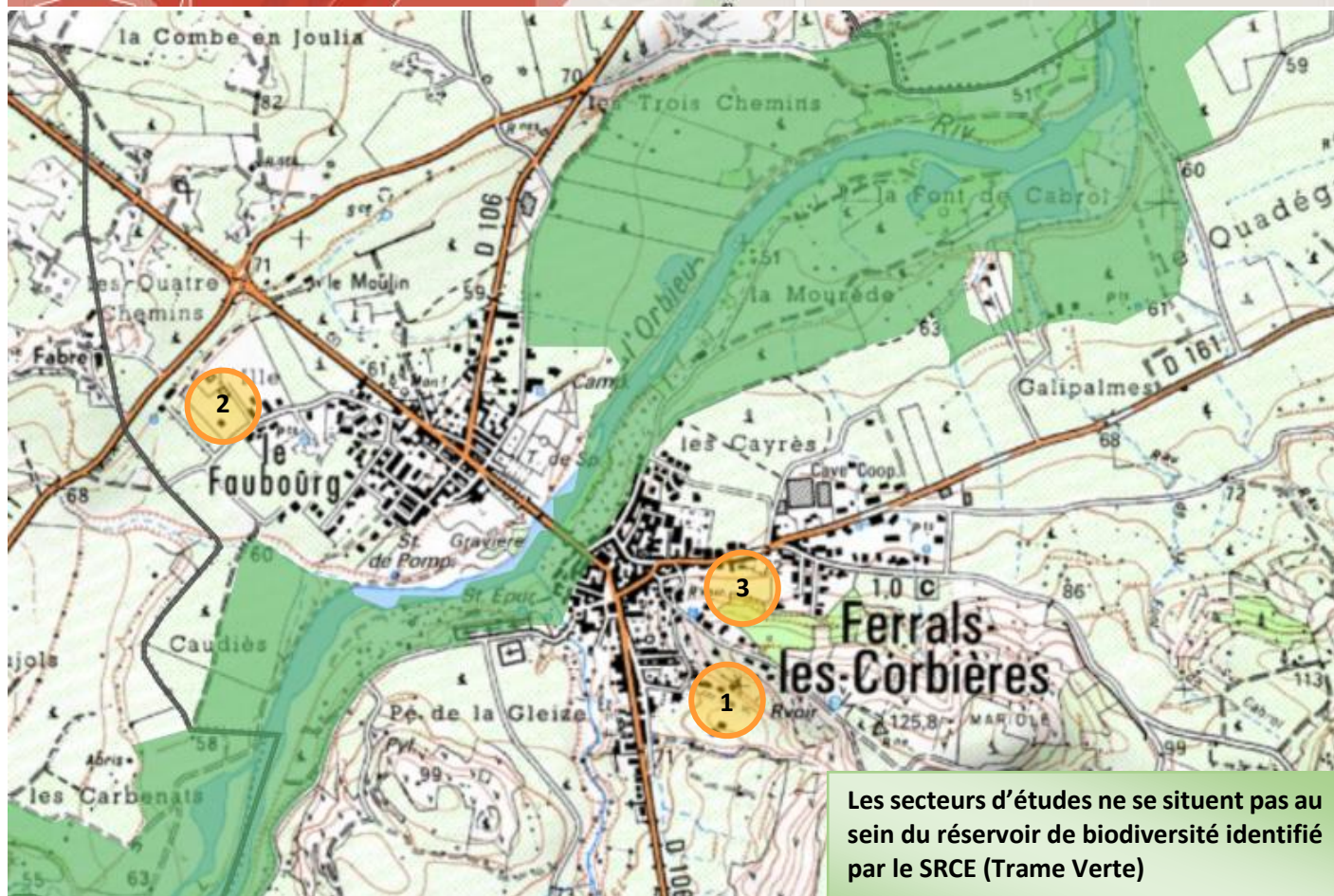
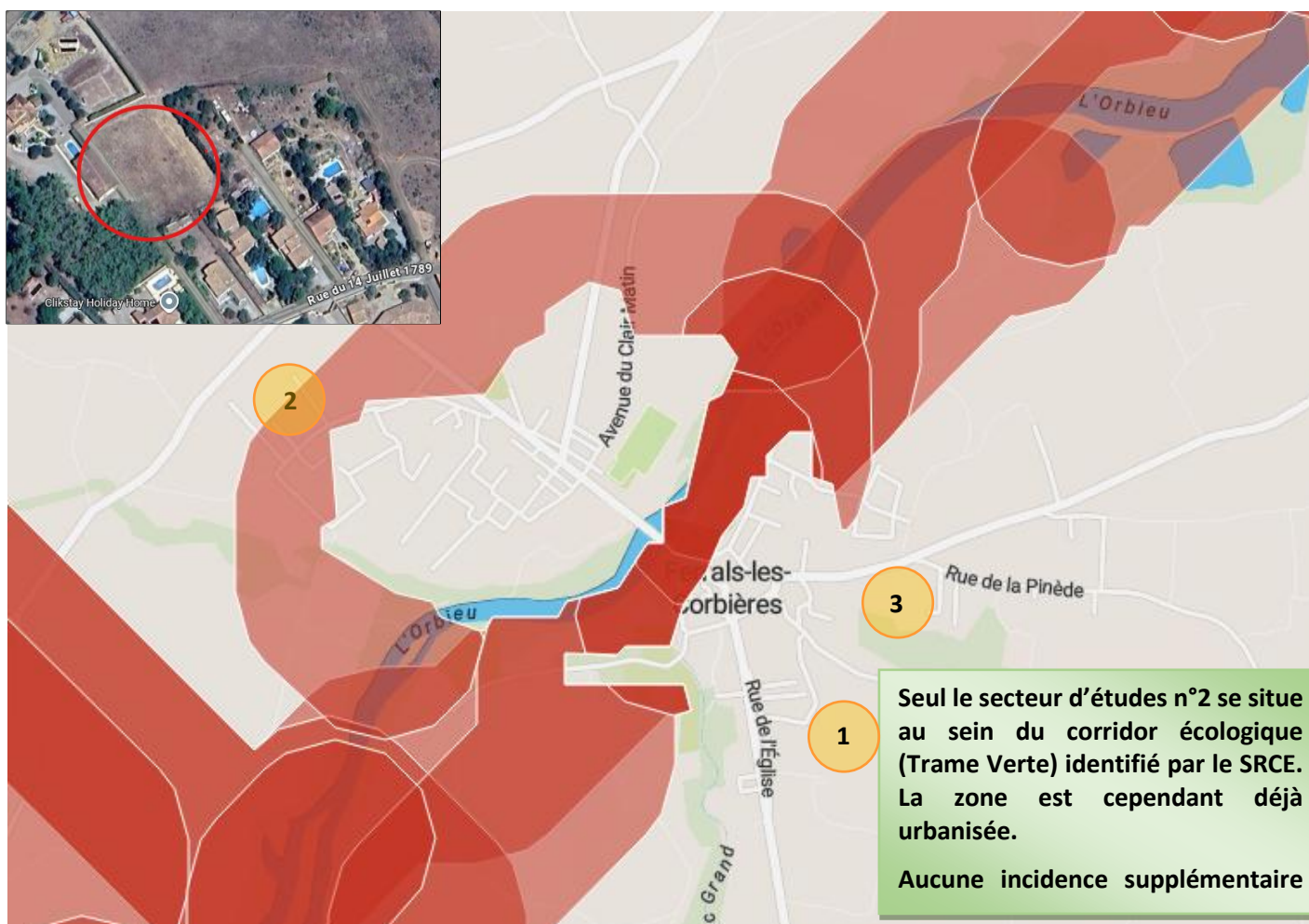


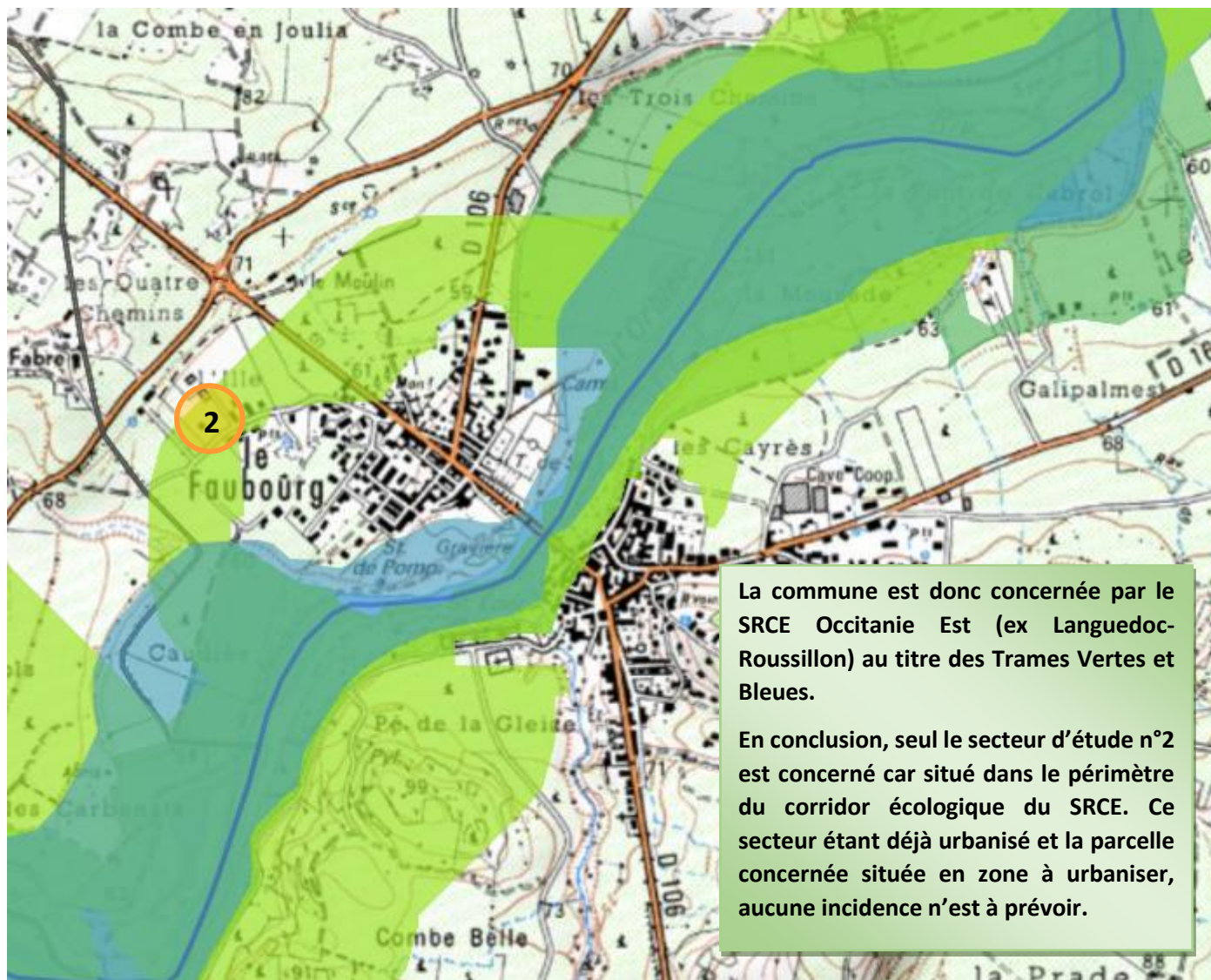
Le secteur d'études le plus proche est situé à une distance significative de la ZNIEFF de type I présente sur le territoire communal.

Aucune incidence n'est donc à prévoir.



(*) SRCE : l'annexe « continuités écologiques » du SRADDET Occitanie émane des deux anciens Schéma Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) Languedoc-Roussillon et Midi Pyrénées, comprenant notamment le diagnostic du territoire régional, la présentation des continuités écologiques retenues pour constituer la trame verte et bleue régionale.





La commune est donc concernée par le SRCE Occitanie Est (ex Languedoc-Roussillon) au titre des Trames Vertes et Bleues.

En conclusion, seul le secteur d'étude n°2 est concerné car situé dans le périmètre du corridor écologique du SRCE. Ce secteur étant déjà urbanisé et la parcelle concernée située en zone à urbaniser, aucune incidence n'est à prévoir.

La nature des adaptations apportées par la procédure de modification simplifiée n°3, qui touche des zones urbanisées où en cours d'urbanisation, permet de présumer de l'absence d'effets sur les espaces à enjeux environnementaux identifiés ci-avant.

Incidences sur l'eau potable.

Sur la commune, l'alimentation en eau potable est assurée par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de la Région de l'Orbieu. La présente modification du PLU n'engendre pas d'augmentation des droits à construire. Elle n'est donc pas susceptible d'induire une augmentation des besoins en eau.

Incidences sur la gestion des eaux pluviales

Les adaptations envisagées portent sur une superficie globale restreinte de 0,29 ha, en partie urbanisée (0,09 ha) ou à urbaniser (0,2 ha). Il en résultera une faible augmentation des surfaces artificialisées susceptibles d'aggraver le phénomène de ruissellement des eaux de pluie. Au regard de ces éléments, la procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables prévisibles sur la gestion des eaux pluviales.

Incidences sur l'assainissement

Les adaptations envisagées par la modification n'auront pas d'impact sur la capacité de traitement de la station d'épuration. La zone n° 1, qui ne vise qu'à rectifier une erreur matérielle, est déjà bâtie et ne conduira pas à la construction de nouveaux logements. Les zones n°2 et 3 étaient déjà ouvertes à l'urbanisation dans le PLU et comptabilisées dans les objectifs de population et dans la capacité de traitement de la station d'épuration. Ces deux

zones sont desservies par le réseau d'assainissement collectif, relié à la station d'épuration de la commune dont la capacité est de 1900 équivalent/habitant.

Depuis sa mise en service en 2012, la station d'épuration affiche de bonnes performances. La présente modification n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences négatives sur l'assainissement.

Incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti

Les secteurs objets de la modification sont situés dans la ceinture urbaine, dans des zones déjà urbanisées. La zone n°1 (parcelle B1567) affectera 0,09 ha situés en zone Agricole Paysagère du PLU mais comme cela a été démontré dans l'exposé des motifs, ce classement résulte d'une erreur matérielle lors de la réalisation du zonage au cours de l'élaboration du PLU. La parcelle étant déjà bâtie, la modification n'est donc pas susceptible d'impacter les paysages agricoles ou naturels de la commune.

Il est par ailleurs précisé que la commune n'est concernée par aucun périmètre de protection d'un monument historique, aucun site classé ou inscrit. Seul un périmètre de protection du patrimoine archéologique existe près du cimetière non concerné par la modification.

La procédure de modification n'est en conséquence pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles sur le paysage ou le patrimoine.

Incidences sur les risques et nuisances

Les secteurs objets de la modification sont localisés hors de toute zone inondable notamment la zone inondable identifiée dans le cadre du PPRI.

La commune reste concernée par :

- un risque sismique d'aléa faible,
- un risque de retrait-gonflement moyen à fort (aléa moyen sur le secteur à aménager)
- un potentiel faible pour l'exposition au radon (niveau 1).

Le projet n'est par ailleurs pas susceptible en lui-même d'aggraver les risques existants ou de générer de nouveaux risques.

Aucune activité générant des nuisances n'est par ailleurs susceptible de s'installer sur le secteur.

La procédure de modification n'est pas de nature à engendrer des incidences prévisibles notables sur les risques et nuisances.

Incidences sur l'air, l'énergie ou le climat

Le territoire est peu impacté par les pollutions atmosphériques au regard des vents dominants. La qualité de l'air sur la commune reste bonne.

Enfin, le projet n'est pas susceptible de conduire à l'accueil d'activités sources de pollutions de l'air.

La procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles notables sur l'air, l'énergie et le climat.

Sobriété foncière

La première modification du SRADDET Occitanie a été adoptée le 12 juin 2025 par la Région afin d'y intégrer les nouvelles obligations législatives, notamment les lois Climat et Résilience, AGEC et 3DS. Ces nouvelles dispositions en matière d'aménagement du territoire s'imposent aux Régions, qui ont la responsabilité de les traduire au sein des SRADDET. La Loi Climat et Résilience confie aux Régions la responsabilité de territorialiser des trajectoires de sobriété foncière, avec pour objectif d'atteindre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'échelle régionale à l'horizon 2050. La première étape imposée par la Loi est de diviser par deux le rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2021 et 2030 par rapport à la décennie passée (2011-2020).

La déclinaison de la ZAN est en cours d'étude au niveau de l'intercommunalité (Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois).

Le projet de modification n'impacte pas la consommation foncière dans le sens où les adaptations ne concernent que des zones urbanisées ou restant à urbaniser. De plus, la superficie concernée n'est pas de nature à remettre en cause les objectifs de population affichés par le PLU.

I.3. CONCLUSION

Sur la base des éléments présentés :

- Considérant l'absence d'incidences notables sur :

- les milieux naturels et la biodiversité,
- la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers,
- les zones humides,
- l'eau potable,
- la gestion des eaux pluviales,
- l'assainissement,
- le paysage ou le patrimoine bâti,
- les risques et nuisances
- l'air, l'énergie et le climat,
- les zones Natura 2000 les plus proches du territoire,

- Considérant la localisation des secteurs objets de la modification à l'intérieur de la zone urbanisée ou à urbaniser du village,

- Considérant le caractère limité des adaptations apportées au Plan Local d'Urbanisme,

La modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'effets notables probables sur l'environnement et la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas requise.